

**COMMUNE DE VAUREAL**

**ARRETE N° 27/2026/ST**

**NOMENCLATURE ACTES :** 3.5 Autres actes de gestion du domaine public

**ARRETE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC  
(PROLONGATION DE L'ARRETE N° 418/2025/ST DU 17/12/2025)  
POSE D'UN ECHAFAUDAGE  
100 RUE NATIONALE  
SAMEDI 31 JANVIER 2026 AU VENDREDI 20 FEVRIER 2026**

**Le Maire de la Commune de Vauréal,**

**VU** l'article L.2212-1 du code général des collectivités territoriales relatif aux pouvoirs de police du Maire,

**VU** l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales relatif aux pouvoirs du Maire concernant la police de la circulation et du stationnement,

**VU** l'article R.417-10 du code de la route relatif aux sanctions applicables aux véhicules gênant la circulation,

**VU** l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales permettant au Maire de déléguer une partie de ses fonctions à un de ses adjoints, dans un souci de bonne administration,

**VU** l'arrêté de délégation de signature n° 197/2023/AG par lequel Monsieur le Maire autorise Monsieur Daniel VIZIERES, adjoint en charge des secteurs relatifs aux commerces et aux espaces publics, à signer les arrêtés relatifs aux travaux, à la circulation ainsi qu'à l'occupation du domaine public,

**VU** la délibération n° 1.10/04/2025 du Conseil municipal en date du 9 avril 2025 fixant le montant des redevances pour occupation du domaine public à compter du 1<sup>er</sup> mai 2025,

**VU** l'arrêté n° 418/2025/ST du 17 décembre 2025 autorisant, à un administré, la pose d'un échafaudage, afin d'effectuer des travaux de toiture, au 100 rue Nationale, du lundi 5 janvier 2026 au vendredi 30 janvier 2026,

**CONSIDERANT** que les travaux, dont la fin était initialement prévue le vendredi 30 janvier 2026, sont toujours en cours,

**CONSIDERANT** la demande en date du 20 janvier 2026 par laquelle l'administré sollicite la prolongation de la pose de l'échafaudage afin de continuer des travaux de toiture du pavillon au 100 rue Nationale, du samedi 31 janvier au vendredi 20 février 2026,

**CONSIDERANT** que l'exécution de ces travaux entraîne une occupation temporaire de l'espace public,

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'autorisation de pose d'un échafaudage sécurisé sur 8 mètres linéaires, le long de la façade du bâtiment au 100 rue Nationale est prolongée du samedi 31 janvier 2026 au vendredi 20 février 2026.

**ARTICLE 2 :** L'échafaudage devra être monté et utilisé conformément aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** La circulation des piétons sera garantie sur le trottoir ou déviée sur le trottoir d'en face.

**ARTICLE 4 :** Le demandeur est soumis au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public, fixée par la délibération n° 1.10/04/2025 du Conseil municipal en date du 9 avril 2025, sur la base de la surface occupée et de la durée d'occupation.

\* Tarif pour la pose d'un échafaudage, au mètre linéaire par jour = **2.50 € TTC**  
Soit la somme de **420.00 € TTC** pour un échafaudage de 8 mètres linéaires pendant 21 jours (8.00 ml X 21 jours X 2.50 €).

**ARTICLE 5 :** Les autorités de police Municipale et Nationale sont habilitées à prendre toutes les dispositions nécessaires, complémentaires ou modificatives du présent arrêté municipal, pour garantir la sécurité du public.

**ARTICLE 6 :** La signalisation sera conforme à l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974 relatif à la signalisation temporaire. Le demandeur a la charge du balisage de l'échafaudage et de l'affichage du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et leurs auteurs poursuivis conformément à la loi.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Vauréal, le 21 janvier 2026,*

**Pour le Maire de Vauréal,  
Par délégation,**

**L'Adjoint en charge des secteurs  
relatifs aux commerces et aux  
espaces publics**

**Daniel VIZIERES**



**Date exécutoire :**

**27 JAN. 2026**

**Date de notification :**

**27 JAN. 2026**

**Date de mise en ligne :**

**27 JAN. 2026**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois, devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, à compter de sa réception par le représentant de l'Etat ainsi que de sa notification à la personne intéressée ou de sa mise en ligne pour tout tiers ayant un intérêt à agir.